

LA VILLE DE LYON A L'EPOQUE DE GABRIEL ROSSET (1904-1974)

Retracer toute l'histoire de Lyon au XXe siècle ou tout au moins les trois premiers quarts du siècle, cela fait beaucoup pour une petite demi-heure. Je ne connais pas assez la biographie de Gabriel Rosset dans le détail pour présenter tous ses liens avec la ville que ce soit dans son enseignement ou dans sa fondation du FOYER NOTRE-DAME DES SANS-ABRI. Je vous invite à faire le lien avec les interventions précédentes. Je me réfère particulièrement à deux ouvrages récents: *l'Histoire de Lyon des origines à nos jours*, publiée sous la direction de André, Pelletier, Jacques Rossiaud, Françoise Bayard, Pierre Cayez avec de multiples auteurs (Éditions Lyonnaises d'Art et d'Histoire Lyon 2007-deuxième édition revue et complétée de l'ouvrage paru en 1989) et l'ouvrage collectif *Lyon l'humaniste* (coordonné par Claude Royon), (éditions Autrement, Paris 2004). Je propose trois parties ou trois thèmes que je traiterai chacune d'une manière continue du début à la fin du siècle. A chaque auditeur de faire les passerelles entre les différents secteurs et de synchroniser les événements avec les étapes de la vie de Gabriel Rosset. Après avoir présenté la démographie et l'économie lyonnaises en toile de fond, je décrirai les deux dimensions de la vie lyonnaise, le radicalisme politique et les différentes facettes du catholicisme.

I – DEMOGRAPHIE, SOCIETE ET ECONOMIE DE LYON AU XXe SIECLE

1. Démographie

Le recensement de 1906 donne le chiffre fiable de 455. 737 lyonnais. La population a pratiquement doublé depuis 1851. On estime falsifié le recensement de 1931 qui donne 579. 700 habitants. Le chiffre réel se situerait entre 446. 000 et 458. 000 en 1936, ce qui indiquerait une stagnation de la population lyonnaise entre 1906 et 1936. En plus des conséquences de la guerre de 14-18 (10. 648 morts), la population a baissé dans la presqu'île, la Croix-Rousse, Vaise, tandis que la population de la rive gauche du Rhône qui a beaucoup augmenté dans la deuxième partie du XIXe siècle, connaît un ralentissement au début du XXe. En revanche, la population des communes de banlieue a beaucoup progressé, particulièrement celle de Villeurbanne qui a doublé entre 1911 et 1931, mais aussi Vénissieux, Saint Fons, Bron, Vaulx en Velin, Oullins, Caluire.

La population ouvrière diminue dans les limites de la ville proprement dite tandis qu'elle augmente dans les banlieues : entre 65 et 75 % en 1914 à Villeurbanne, Saint-Fons, Oullins... Cette population ouvrière, ce prolétariat naissant, vient des départements limitrophes (Isère...) et de l'immigration étrangère. Vénissieux a 6% d'étrangers en 1911 et 43,9% en 1931 ; il y en a 48% à Vaulx en Velin, 54% à Décines : ce sont d'abord les Espagnols et les Italiens, puis les Maghrébins, les Arméniens, les Russes ; mais seulement 16,7% à Villeurbanne. Les classes moyennes sont majoritaires dans la population de la ville de Lyon.

Le problème du logement populaire est aigu. On construit des immeubles bourgeois sur la rive gauche dans le nouveau quartier des Brotteaux dont beaucoup de terrains appartiennent aux Hospices Civils de Lyon mais on édifie à La Guillotière des logements sommaires qui peuvent devenir des taudis. Au tournant du XIX et du XXe des grands bourgeois philanthropes, Aynard, Gillet, Mangini... ont fondé une Société des logements économiques du Rhône. Ils édifient avant la guerre de 14 et dans l'entre deux guerres 175 immeubles comportant 2061 logements à la Guillotière, Oullins, Vaise. En 1920 est créé l'office lyonnais des HBM (Habitations à Bon Marché) en lien avec la ville. En 1930 4 313 logements avaient été construits, les principaux dans le nouveau quartier des Etats-Unis sous l'impulsion d'Edouard Herriot et de son architecte patenté, Tony Garnier. A Villeurbanne ce sont les gratte-ciel dans les années 30 et des lotissements.

La crise du logement se poursuit dans l'après-guerre. La guerre a entraîné quelques destructions et l'absence de constructions nouvelles. En même temps c'est l'arrivée de nouveaux immigrants du Maghreb avec les bidonvilles comme ceux de Villeurbanne (Azouz Begag, *Le gone du Chaâba*,) et de Vaulx en Velin. Ce sont aussi les rapatriés d'Algérie des années 60 dont beaucoup sont logés dans le nouveau quartier de la Duchère, un des éléments de la politique immobilière des ZUP : Vénissieux, Rilleux, Vaulx en Velin. **L'action de Gabriel Rosset qui commence en 1950 se situe dans ce contexte.**

Au terme d'un certain nombre des déplacements des limites départementales vers l'Est (Isère et Ain), est instituée le 1^{er} janvier 1969 la Communauté urbaine de Lyon, la Courly qu'on appelle maintenant Grand Lyon : 57 communes avec 1. 075. 927 habitants en 1969, et 1. 300. 000 aujourd'hui. La population de la ville proprement dite oscille aujourd'hui autour de 450. 000 habitants.

2. Vie économique.

Après la crise de la fin du XIXe siècle, les années 1900-1930 furent une période de prospérité pour Lyon (et ailleurs), suivie de la crise générale de 1930. L'évolution de l'activité économique lyonnaise voit la fin de l'Ancienne Fabrique : négoce et travail de la soie sur des métiers manuels, et la naissance de la grande industrie. Le tissage urbain disparaît peu à peu pour se maintenir dans les campagnes. C'est à la fois la mécanisation du travail des textiles et le travail de nouveaux textiles, la schappe (déchets de soie), les textiles artificiels (viscose, rayonne). Se développent beaucoup d'autres industries, la

chimie, en lien avec le textile (société des usines du Rhône, Lumière, Progil (Gillet), la métallurgie avec, entre autres la construction automobile (Rochet-Schneider, Audibert et Lavirotte, Berliet) La guerre de 14-18 favorise le développement industriel.

Les effectifs industriels croissent jusque dans les années 60 où ils constituent 50% des actifs : 236.000 personnes sur 477.000. La tendance s'inverse ensuite. Beaucoup de quartiers se « désindustrialisent » rapidement : Vaise, la Croix Rousse, Villeurbanne...Même quand se maintient une activité industrielle, Lyon et sa région perdent le pouvoir de décision : fusions, achat par des firmes étrangères. Près de 200 sièges sociaux quittent Lyon de 1946 à 1970 : Paris a 82% des sièges de sociétés faisant plus de 5 millions de chiffre d'affaire, Lyon seulement 3%. De nombreux regroupements s'opèrent dans la construction automobile (camions), Berliet, RVI, Renault truck... dans l'industrie chimique et le matériel électrique. Depuis 1960, c'est le développement des activités tertiaires et des équipements collectifs : la Part-Dieu, le métro, etc.

II –LE RADICALISME POLITIQUE LYONNAIS

1. Le premier règne d'Edouard Herriot (1905-1940)

En 1881, Lyon a retrouvé son unité administrative disparue en 1873. Rappelons que Lyon a cinq arrondissements jusqu'en 1867, date de la création du 6^e ; le 7^e est créé en 1912, le 8^e en 1959, le 9^e en 1964.

Depuis 1881, la ville a eu deux maires Gailleton et Augagneur qui se définissent comme républicains radicaux et tentent de se rapprocher des socialistes. Augagneur démissionne le 30 octobre 1905 pour devenir gouverneur de Madagascar. Lui succède Edouard Herriot né à Troyes en 1872, venu à Lyon comme professeur au lycée Ampère en 1896 et marié à une lyonnaise de la bonne société (Blanche Rebatel). Herriot va rester maire de Lyon pendant plus d'un demi-siècle jusqu'à sa mort en 1957, avec quatre ans d'interruption dus à la guerre (1940-1944). Si Herriot représente la gauche républicaine anticléricale qui s'exprime dans le journal *Le Progrès* et le *Lyon républicain*, la droite catholique a un porte parole éminent dans le catholique Joseph Rambaud fondateur du journal *Le Nouvelliste*. Edouard Aynard un autre notable catholique se situe du côté des libéraux conciliateurs qui peuvent éventuellement voter pour Herriot au conseil municipal et s'expriment dans *Le Salut public*. Aynard a des préoccupations sociales dans la construction de logements sociaux, déjà évoquée.

Herriot se veut à la fois modéré et soucieux d'initiatives dans sa gestion municipale. L'architecte officiel Tony Garnier propose un vaste programme d'urbanisme : les nouveaux abattoirs de La Mouche, le quartier des Etats-Unis, l'hôpital de Grange Blanche, le stade de Gerland. Dans une perspective d'avenir, le maire crée la Foire de Lyon en 1916. Les socialistes ont bientôt la majorité au conseil municipal en 1919. Ils votent néanmoins pour Herriot. Les socialistes sont d'ailleurs divisés vis-à-vis de la Ille

internationale (1920) à l'origine du Parti communiste français. Herriot qui a renoncé à l'annexion de Villeurbanne par Lyon est en bon terme avec le maire socialiste Grandclément, « le médecin des pauvres » qui a opté pour la IIIe internationale. Avec Lazare Goujon, nouveau maire socialiste en 1924, Villeurbanne devient une référence de socialisme municipal: assistance médicale gratuite, office de construction d'HBM, construction des gratte-ciel (1934).

Herriot surnage sur ses contradictions politiques nationales et locales : membre du gouvernement de droite de Poincaré, leader du Cartel des Gauches qui ravive la politique anticléricale en 1924. Mais les divisions de ses adversaires permettent son maintien à la mairie. On souligne alors l'influence de la franc-maçonnerie dans la vie politique lyonnaise, bien qu'Herriot ne soit pas lui-même franc-maçon.

2. Lyon dans la guerre (1940-1945)

D'une histoire qui dépasse largement le contexte local, retenons seulement les dimensions plus spécifiquement lyonnaises. Les hospitalisations augmentent comme la mortalité qui passe de 15, 2% en 1940 à 18,50 en 1944. Le poids moyen des individus baisse de 20%. Les accidents du travail et la tuberculose progresse. 29 000 Lyonnais sont prisonniers. 12 000 ouvriers sur 240 000 partent en Allemagne (STO) ; 4 000 ne reviennent pas ; 2000 rhodaniens sont déportés dont la moitié ne reviendront pas. 700 juifs lyonnais sont parmi eux. Mais il faut ajouter 12 000 juifs réfugiés à Lyon qui ne sont pas comptabilisés dans la population lyonnaise. L'ensemble des pertes pour faits de guerre (exécution, bombardements...) est estimé à 8000 personnes, soit 1% de la population de l'agglomération (taux de 2% pour l'ensemble de la France). 1200 immeubles sur 40 000 sont détruits. Comme ailleurs en France, se sont les problèmes de ravitaillement qui se dégrade au fur des années

Les décisions de Vichy sur les organisations syndicales sont peu appliquées. Dissoutes au niveau national, les organisations syndicales (la CGT de Vivier-Marle, les syndicats chrétiens) maintiennent leur action au plan local..

Pour en revenir au plan politique, en juin 1940, la majorité des parlementaires du Rhône votent contre l'attribution des pleins pouvoirs à Pétain. Herriot s'est abstenu comme président de la chambre. Il est reconnaissant au maréchal d'avoir déclaré Lyon ville ouverte. Néanmoins, le 20 septembre, le conseil municipal est remplacé par une délégation spéciale nommée par le ministre de l'intérieur de Vichy. La tension naît entre la délégation et le préfet Angéli. Pétain est acclamé par 150 000 personnes à Lyon lors de sa visite des 18 -19 novembre 1940. Ce sont les paroles célèbres du cardinal Gerlier : « Pétain, c'est la France et la France aujourd'hui, c'est Pétain. »

Je ne peux développer ici l'histoire des mouvements de résistance à Lyon : *Le Coq enchaîné, Franc Tireur, Combat, Témoignage chrétien* ; la rafle des juifs étrangers à Lyon (20 août 1942) et la protestation du cardinal Gerlier, l'interruption de la publication du

Progrès, l'arrestation de Jean Moulin (21 juin 1943), les exécutions de juillet-août 1944 (Bellecour, Saint-Genis-Laval), la libération de Lyon (3 septembre), En visite à Lyon, le 14 septembre 1944, le général De Gaulle donne à la ville le titre de « capitale de la résistance ». Yves Farge, ancien journaliste au *Progrès* est nommé commissaire de la République pour le Sud-est.

3. Herriot, la maire éternel, et son successeur Pradel

Edouard Herriot a été déporté en Allemagne en août 1944. Justin Godart (1871-1956), le politique lyonnais relégué au second rang par la gloire d'Herriot devient le maire provisoire de septembre 1944 à mai 1945 lorsque Herriot peut reprendre sa place. *Le Progrès* reparaît sous le numéro 30 038. Le *Nouvelliste* qui a soutenu Vichy est supprimé. Une presse issue de la résistance voit le jour, *La Voix du Peuple* communiste, *La Marseillaise*, *La Liberté*, mais ne peut longtemps se maintenir faute de finances. Limitées quelques mois au parti communiste, au MRP, à la SFIO, les forces politiques se diversifient dès 1947 avec le raz de marée RPF (de Gaulle) aux élections municipales. La droite traditionnelle se reconstitue autour de son journal, *L'Écho du Sud-est* qui fusionne bientôt avec *La Liberté* d'orientation MRP. Herriot termine sa vie dans l'apothéose avec le cinquantenaire de son élection lyonnaise : *Edouard Herriot, homme d'État, prince des lettres, premier maire du monde*, titre d'un volume d'hommage pour son jubilé municipal. Herriot meurt le 26 mars 1957 à l'hôpital Sainte-Eugénie. C'est l'occasion d'une controverse sur sa conversion présumée par le cardinal Gerlier. Ses funérailles sur la place Bellecour (100 000 personnes ?) sont grandioses.

Succède à Herriot, le 14 avril 1957, Louis Pradel, vieux compagnon du maire défunt, étiqueté radical-socialiste, ancien résistant. Il n'est pas candidat, mais l'impossibilité de dégager un candidat, entraîne une sorte d'union de la gauche pour élire Louis Pradel qui dit sa volonté de gestionnaire soucieux d'urbanisme. Il doit prendre comme adjoint Charles Béraudier, second de Jacques Soustelle, leader du RPF de De Gaulle. Le temps de la cinquième république est arrivé. Le pradélisme se veut désormais un rassemblement au dessus des partis. Pradel constitue aux deux élections suivantes des listes P.R.A.D.E.L. largement ouvertes. L'urbanisme pradélien parfois décrié est bien connu : métro, centre d'échange de Perrache, etc... Louis Pradel meurt le 27 novembre 1976, à 70 ans, deux ans après Gabriel Rosset. J'arrête donc ici mon évocation de la vie lyonnaise, ce qui n'est pas bien sûr la fin des relations entre LE FOYER et la vie lyonnaise.

III- LYON RELIGIEUX : UN CATHOLICISME AUX MULTIPLES FACETTES

J'essaie seulement de mettre l'accent sur des événements qui ont plus de liens avec la vie de Gabriel Rosset et qui peuvent le situer au milieu de beaucoup d'autres initiateurs lyonnais.

1. Anticléricalisme et défense religieuse au temps de la séparation de l'Église et de l'État (1905)

Le début du siècle est marqué par une grande tension entre les catholiques et la société politique. C'est la défense républicaine anticléricale contre la défense religieuse. L'anticléricisme arrive à des sommets à la fois sous ses aspects légaux et passionnels. Les lois contre les congrégations (1901-1904) entraînent la fermeture de plusieurs écoles et la dispersion souvent dramatique des religieux et des religieuses. Le conseil municipal à plusieurs reprises manifeste sa volonté de laïciser les hôpitaux, mais le manque de personnel laïque ne le permet pas. La Franc Maçonnerie est la bête noire des catholiques. La Libre Pensée exhibe des ex-prêtres et ex-religieuses, fait manger du cochon au banquet du Vendredi-Saint. Les héros de la république et de la science remplacent les saints dans les noms des rues. Paul Bert succède au Sacré Cœur. Emile Zola remplace saint Dominique, Les processions de la Fête-Dieu sont attaquées avant d'être interdites. Le soir du 8 décembre 1903 une bagarre fait un mort devant la cathédrale. Arrive la séparation de l'Église et de l'État (9 décembre 1905) et les inventaires qui se déroulèrent dans un calme relatif. Quelques manifestations, à la Rédemption, Ainay, Saint-François, Saint-Bonaventure, au départ du cardinal Coullié de l'archevêché. Des édifices religieux sont dévolus à la commune : grand séminaire, archevêché... Le nombre des ordinations chute. De la cinquantaine annuelle il tombe à 11 en 1914 : explications ? suppression du traitement des prêtres, et service militaire obligatoire.

Tous les catholiques ne se laissent pas enfermer dans la défense religieuse. Minoritaires, plusieurs ont accepté de suivre les directives de Léon XIII dans un regard nouveau sur les problèmes sociaux (*Rerum Novarum* 1891) et dans l'acceptation du régime républicain (le ralliement, 1892). Ils se démarquent des catholiques de la défense religieuse. Dans cette perspective est fondée la Chronique sociale (1892) par Victor Berne et Marius Gonin. Elle oriente ses membres vers la constitution de groupes pour la réflexion sociale. L'aboutissement est la naissance des Semaines sociales (1904), université annuelle sur les questions sociales et économiques. Les animateurs, Vialatoux, Cretinon insistent sur l'élaboration d'une législation sociale. Au cardinal Coullié relativement ouvert succède le cardinal Sevin résolument opposé à la société laïque. Il s'oppose au *Sillon* et entrave la liberté de la Chronique sociale. « Sevin est tiré, il faut le boire », disent les prêtres.

2. Guerre et entre deux guerres :

La guerre provoque un élan de piété passager. La foule envahit les églises. Dix prêtres confessent à Fourvière. Plus d'un tiers du clergé est mobilisé. Comme partout les catholiques rivalisent de patriotisme. Pour le cardinal Sevin, la guerre est un instrument de la Providence : l'incendie de la cathédrale de Reims, baptistère de la France, est la punition de l'abandon par la France des promesses de son baptême.

Les tensions se calment un peu après la guerre puisque « Dieu a donné la victoire à nos armées ». Jeanne d'Arc est enfin canonisée. Les Associations diocésaines (1924) solutionnent la question des biens d'Église. La procession de la Fête-Dieu peut sortir sur la place devant la cathédrale... Le cartel des Gauches (1924) dirigé par Herriot ranime quelque temps l'anticléricisme. Le Père Doncoeur a un immense succès dans une

conférence à la Salle Rameau sur la liberté religieuse : « Nous ne partirons pas » dit-il au nom des religieux menacés d'expulsion. Au cardinal Maurin intransigeant et proche de l'Action Française succède en 1937 le cardinal Gerlier qui, par sa prestance, son sourire et son éloquence, séduit les catholiques lyonnais mais aussi les anticléricaux comme Herriot.

Les vingt années d'entre les deux guerres manifeste une grande vitalité du catholicisme lyonnais. En 1911, Joseph Lotte, ami de Péguy, avait lancé le *Bulletin des Professeurs Catholiques de l'Université* comme lien entre les chrétiens de l'enseignement public de toute la France. Après la mort de Lotte à la guerre, la publication est relancée à Lyon par Pierre Heinrich (+1936), professeur au Lycée du Parc. Il réunit régulièrement des collègues et organise en 1922 les premières journées universitaires au cénacle de Fourvière : 80 personnes qui représentent les différents ordres de l'enseignement avec pour thème : « Les relations entre notre foi et notre enseignement ». On alterne réflexion et célébration liturgique. Tel est le point de départ de la Paroisse universitaire à laquelle appartient Gabriel Rosset. Plusieurs manifestations attestent de la visibilité de l'Eglise. Les catholiques acceptent généralement les transformations de la société et optent pour une nouvelle présence de l'Eglise au milieu des hommes Ils aiment à se retrouver et à se compter. En 1926, un répertoire des œuvres lyonnaises dénombre 683 associations et fondations qui font de Lyon « la Ville de la charité ». Il est précisé que la plupart sont d'inspiration religieuse. Le Congrès eucharistique de 1927 rassemble 100 000 personnes à la procession finale dans le parc de Saint-Jean de Dieu. L'Exposition catholique diocésaine de mai-juin 1936 fournit des statistiques triomphantes : 1524 prêtres, 384 grands séminaristes, 12 300 religieuses, 162 000 militants d'action catholique, 11 290 000 communions... 400 000 personnes participent au congrès marial de juin 1939. Les mouvements d'action catholique se développent : Ligue féminine d'Action Catholique. La JOC naît à Lyon en 1928, puis la JAC, la JEC.

La chronique sociale, largement acceptée maintenant par les évêques est dirigée par Marius Gonin jusqu'en 1937. Lui succède Joseph Folliet. Dans son orbite œuvrent de multiples prêtres et laïcs... Victor Carlhian, Jean Lacroix, Joseph Hours, André Latreille, Pierre Lachièze-Rey pour citer quelques laïcs. Trois prêtres manifestent des préoccupations nouvelles et originales : Laurent Rémillieux pionnier du mouvement liturgique à la paroisse Saint-Alban, Paul Couturier, pionnier de l'œcuménisme, rénovateur de la semaine de prière pour l'unité, Jules Monchanin passionné de la rencontre des philosophies et des religions qui part en Inde en 1939.

3. Les drames de la guerre

J'ai déjà fait allusion plus haut à quelques aspects de cette période. Une certaine attitude jugée dans la suite ambiguë des autorités religieuses particulièrement du cardinal Gerlier ; reconnaissance du pouvoir en place, refus de condamner le STO (Service du travail obligatoire en Allemagne) et réticence à soutenir la résistance et en même temps appui à la CIMADE et à l'Amitié chrétienne, protestation contre la déportation des juifs en août-

septembre 1942 et contre les exécutions de Saint-Genis Laval d'août 1944. Des chrétiens tiennent leur place dans la résistance : militants d'action catholique, Francis Chirat, Gilbert Dru, Roger Radisson, le chanoine Boursier qui sont exécutés à Bellecour et Saint Genis Laval, la Mère Elisabeth Rivet. C'est à Lyon que paraissent en 1941 *Les Cahiers et le Courrier du Témoignage chrétien* autour du père Pierre Chaillet et du pasteur Roland de Pury. L'imprimeur Eugène Pons meurt en déportation.

Le temps de la guerre est aussi un temps de réflexion. Une partie de la presse chrétienne s'est repliée à Lyon : *Cœurs vaillants, Ames vaillants, les éditions du Cerf (éditions de l'Abeille)*. Plusieurs groupes naissent qui veulent préparer l'avenir : les cahiers *Jeunesse de l'Eglise* du Père Maurice Montuclard, dominicain, les « Sources chrétiennes » des jésuites Fontoynt, de Lubac et Danielou, « Economie et humanisme » du P. dominicain Louis Lebreton. *France, pays de mission ?* paraît à Lyon en même temps qu'à Paris (1943).

4. Richesses de l'après guerre

L'après-guerre est marqué d'un élan nouveau qui aboutira au concile. Les séminaires font le plein : 54 ordinations de prêtres en 1949, 44 en 1950, 42 en 1956. Les scolasticats religieux se multiplient à Lyon : dix établissements forment des prêtres. Une cinquantaine d'églises et de chapelles sont construites dans l'agglomération lyonnaise. Un recensement de la pratique religieuse de 1954 indique 19% de pratiquants dominicaux. Après coup on peut parler d'un nouvel âge d'or de l'Eglise de Lyon : action catholique, mouvement liturgique, catéchisme (Joseph Colomb) œcuménisme (groupe des Dombes), chronique sociale, recherche théologique (de Lubac, Richard...), recherche pastorale (Prêtres-ouvriers, Prado de Mgr Ancel). En même temps ce sont les crises de la vieillesse de Pie XII : théologie, *Humani generis* et mise à l'écart de théologiens lyonnais (de Lubac), crise du catéchisme (éloignement de Joseph Colomb), crise des prêtres-ouvriers (1954) implications de la guerre d'Algérie.

Viennent les espérances du concile. Des experts lyonnais (de Lubac, Denis..) contribuent à l'élaboration des textes. Le cardinal Gerlier participe aux deux premières sessions. Il demande qu'on ajoute un amendement au schéma sur l'Eglise concernant l'Eglise des pauvres (octobre 1963) : « Que tous ceux qui dans le monde entier sont accablés par une douloureuse pauvreté, ainsi que ces classes laborieuses dont les conditions de vie rendent si difficiles cette unité même dans le Christ et la pratique religieuses sachent qu'ils ont une part de choix dans la charité du Christ et de l'Eglise » (octobre 1963). C'était en quelque sorte un testament spirituel.

Le cardinal Gerlier meurt le 17 janvier 1965 Il est remplacé par le cardinal Villot son coadjuteur qui est secrétaire adjoint du concile. Mal à l'aise à Lyon, le cardinal Villot préfère l'administration romaine et devient en 1967 préfet de la Congrégation du Concile, puis secrétaire d'Etat en 1969. Mgr Renard lui succède en mai 1967. Avec ses trois auxiliaires, la tâche n'est pas facile. Les lendemains du concile ne chantent pas toujours. C'est la crise de 1968 qui avec toute la société, marque profondément le clergé et le

divise. Des prêtres quittent le ministère. Malgré les prières pour les vocations, les ordinations sont de moins en moins nombreuses, mais depuis 1970 sont ordonnés les premiers diacres. En 1970, avec les modifications des limites départementales, le diocèse de Lyon s'étend à l'Est, tandis que le nouveau diocèse de Saint Etienne se détache de Lyon (1971). Le cardinal Renard ordonne prêtres en 1971 les deux amis de Gabriel Rosset, Georges Belleville et Henri Tournissou qui ont participé à la fondation des Sans Abri. A vous de compléter éventuellement sur la place de Gabriel Rosset dans cette histoire. Je m'arrêterai là mais je pense qu'il faudrait étudier davantage les liens entre la charité (la philanthropie), son inspiration religieuse et évangélique d'une part, et la politique (la législation), d'autre part.

Jean COMBY

Lyon, Bibliothèque municipale,

26 mai 2010